

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 19/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AVITAIR

Tour Landscape
22 Route de la Demi-Lune / 6 place des Degrés
92800 Puteaux

Références : -

Code AIOT : 0007001284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement AVITAIR implanté ROUTE DE L'AEROPORT AEROGARE FRET AEROPORT DE LESQUIN 59810 LESQUIN. L'inspection a été annoncée le 05/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection se déroule dans le cadre d'une action régionale centrée sur la stratégie de défense contre l'incendie des liquides inflammables sur les dépôts d'hydrocarbures soumis à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVITAIR
- ROUTE DE L'AEROPORT AEROGARE FRET AEROPORT DE LESQUIN 59810 LESQUIN

- Code AIOT : 0007001284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est implantée dans la zone aéroportuaire de Lille-Lesquin, sur la commune de Fretin (59). Elle occupe une superficie de 8 500 m².

Le dépôt AVITAIR se situe dans le périmètre contrôlé de l'aéroport, dans l'alignement des bâtiments les plus importants: hall de fret, aérogare, centre de secours (SDIS)...

La société AVITAIR, filiale à 100% de la société des pétroles SHELL, exploite depuis le 10 janvier 2015 le dépôt pétrolier auparavant exploité par la société AIR TOTAL.

L'activité du site consiste à assurer les opérations d'avitaillement des avions sur les pistes de l'aéroport de Lille-Lesquin.

Le dépôt AVITAIR emploie 10 personnes. AVITAIR a signé depuis janvier 2015 une convention temporaire d'occupation du domaine public aéroportuaire pour exploiter ses installations. En moyenne, l'exploitant commercialise 30 000 m³ par an de kérosène.

Le site comporte les installations pétrolières suivantes:

- une zone de déchargement et de chargement de camions citerne avec un poste de dépotage et 2 aires de chargement de véhicules aviateurs ;
- deux réservoirs aériens (R01 et R02) de capacité unitaire de 730 m³ placés dans une même rétention dédiés au stockage de JET A1 (kérosène);
- une cuve enterrée (R06) de 10 m³ contenant du gasoil;
- une cuve enterrée horizontale de 50 m³ (R04) qui n'est plus utilisée;
- une cuve (R05) pour les purges de JET A1, de capacité de 10m³ est un équipement de procédé qui n'est plus utilisé comme du stockage;
- une pomperie reliant les deux réservoirs aux postes de déchargement et de chargement;

On trouve aussi sur le site un bâtiment administratif et un bâtiment technique.

Un nouveau poste de dépotage a été récemment autorisé.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Justification des débits et quantités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Demande d'action corrective	3 mois
10	Entretien et contrôles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stratégie incendie-évolution des fiches scénario	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
3	Exercices incendie	Arrêté Préfectoral du 06/10/1995, article 14	Sans objet
4	Recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	Sans objet
6	Refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	Sans objet
7	Réserves d'eau et d'émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Sans objet
8	Réseau	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Sans objet
9	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le personnel du dépôt doit s'améliorer sur la connaissance réglementaire relative à la stratégie de défense contre l'incendie des liquides inflammables. Il a toutefois intégré dans son étude de dangers et son POI les éléments relevant de cette stratégie, même si certains sont à revoir. Cela ne remet pas a priori en question l'efficacité de cette stratégie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre : - 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ; - 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;

- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;
- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Constats :

L'exploitant a indiqué que sa stratégie est présente dans son étude de dangers (EDD) du 05/04/2024 et son plan d'opération interne (POI) de janvier 2024 dont il indique qu'ils définissent son plan de défense contre l'incendie. L'annexe 8 intitulée « Note concernant la stratégie de lutte contre l'incendie. Régime : non autonomie » n'a pas été mentionnée alors qu'elle présente des justifications non mentionnées dans les autres documents. Par contre, cette annexe est assez ancienne (elle indique notamment la réserve incendie comme à venir alors qu'elle a été installée en 2021).

L'exploitant prévoit plusieurs scénarios dans sa stratégie de défense contre l'incendie (annexe 8 de l'EDD). Seuls les scénarios « feu de réservoir » et « feu de cuvette » répondent aux scénarios de référence au titre de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

L'exploitant prévoit d'éteindre tous les scénarios de référence en moins de 3 h avec les moyens présents sur le site, qu'il y ait présence de personnel avitair ou pas sur le site. Cependant, certains délais nécessitent d'être précisés.

Des procédures organisationnelles spécifiques aux scénarios sont formalisées sur des fiches disponibles dans le local pomperie DCI. Elles sont disponibles en affichage et doublées par des fiches mobiles. Leur présence a été constatée lors de la visite terrain. Elles sont aussi bien à destination du personnel avitair qu'à destination du SDIS.

Il est à noter que l'exploitant, même s'il connaît l'existence de ces documents, n'est pas en capacité de pouvoir répondre précisément sur les éléments requis au titre du plan de défense contre l'incendie en particulier concernant la localisation de la justification des moyens. Concernant les procédures organisationnelles il oriente sur le POI et les fiches scénario

mentionnées ci-avant. D'ailleurs, les éléments présents dans le POI sont beaucoup moins opérationnels que les fiches par scénario présentes dans la salle des pompes incendie. Cela peut occasionner des confusions. Il faudrait rationaliser les éléments.

Les mesures organisationnelles n'ont pas été vérifiées dans leur ensemble (prise en compte de l'alerte, premiers appels, gestions des personnes et gestion du sinistre). Seule la partie "gestion de l'extinction" a été regardée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : il est demandé à l'exploitant un travail de reprise des documents constituant la stratégie de défense contre l'incendie afin de les rendre cohérents et d'intégrer les remarques faites lors de l'inspection (notamment concernant la durée d'extinction du feu de réservoir, les moyens effectivement présents sur le site, la démonstration de l'adéquation des moyens en prenant en compte les taux forfaitaires et les moyens effectivement présents sur le site). Par ailleurs, il convient que le personnel du dépôt, a minima le chef de dépôt et son adjoint, soient sensibilisés à la localisation de ces éléments dans les documents (EDD et POI) afin qu'ils puissent être acteurs dans l'amélioration de ces documents et faire le lien avec les pratiques terrain.

Demande d'action corrective n°2 : pour déterminer la durée d'extinction des scénarios de référence, la durée de détection doit être ajoutée. L'exploitant quantifiera cette durée et l'ajoutera dans les documents décrivant sa stratégie de défense contre l'incendie. Par ailleurs, il serait judicieux de revoir la présentation afin de pouvoir justifier plus facilement des délais à prendre en compte. Il est attendu un retour sous **3 mois**. Cela ne remet pas en question la capacité d'éteindre les scénarios en moins de 3 h. Ainsi, il n'est pas proposé de mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Stratégie incendie-évolution des fiches scénario

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1

Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre:

- 1 : feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;
- 2 : feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature

des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;

- 3 : feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;

- 4 : en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;

- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.

- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux point I. B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Constats :

L'exploitant prévoit plusieurs scénarios dans sa stratégie de défense contre l'incendie (annexe 8 de l'EDD). Seuls les scénarios « feu de réservoir » et « feu de cuvette » répondent aux scénarios de référence au titre de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Des procédures organisationnelles spécifiques aux scénarios sont formalisées sur des fiches disponibles dans le local pomperie DCI. Elles sont disponibles en affichage et doublées par des fiches mobiles. Leur présence a été constatée lors de la visite terrain. Elles sont aussi bien à destination du personnel avitair qu'à destination du SDIS.

Les mesures organisationnelles n'ont pas été vérifiées dans leur ensemble (prise en compte de l'alerte, premiers appels, gestions des personnes et gestion du sinistre). Seule la partie "gestion de l'extinction" a été regardée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : l'exploitant doit compléter ses fiches action détaillées, présentes dans le local incendie, tel que vu lors de l'inspection **sous 1 mois**. Il est nécessaire que les consignes soient exhaustives, claires et ne génèrent pas un risque de confusion. Les fiches étant existantes et s'agissant d'une amélioration, il n'est pas considéré qu'il s'agit d'une non-conformité. Un travail de mise en cohérence entre les fiches par scénario contenues dans le POI et les fiches terrain doit également être réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exercices incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/1995, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Exercices incendie

Prescription contrôlée :

Des exercices de mise en œuvre du matériel d'incendie, notamment des essais d'application d'émulseurs, doivent être organisés une fois par an en concertation entre l'exploitant, l'inspection des installations classées et les services de secours et d'incendie.

Constats :

Depuis 2021, le site a réalisé des tests (feu de camion en 2024) mais pas sur les scénarios de référence.

Le dernier exercice sur un scénario de référence date de 2021, avec le SDIS, sur un feu de cuvette.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°2 : l'exploitant réalise avant fin septembre 2025 un exercice incendie sur la base d'un scénario de référence, avec ou sans participation du SDIS. Sous réserve de la disponibilité du SDIS, il prévoit dans un délai d'un an un exercice avec le SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2

Thème(s) : Risques accidentels, recours SDIS

Prescription contrôlée :

Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :

- est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ;
- est approuvé par arrêté préfectoral ;
- est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ;
- implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.

Constats :

L'exploitant a sollicité le recours au SDIS par courrier du 21 juillet 2015, modifiée par courrier du 29 juillet 2016. Après un avis favorable du SDIS le 9 janvier 2018, sous réserve que l'exploitant

<p>mette en œuvre un certain nombre de dispositions, un APC du 20 novembre 2020 encadre ce recours au SDIS. Ce recours au SDIS n'est prévu qu'en dehors des heures de présence de personnel du dépôt.</p> <p>Or, le dépôt fonctionne avec du personnel de nuit depuis plusieurs années. Ainsi, le recours au SDIS est exclu pour le moment. En cas de difficulté sur l'extinction d'un incendie, le SDIS peut toujours être appelé en dehors de ce cadre réglementaire de "recours au SDIS". Cependant, l'exploitant doit être en capacité de mettre en œuvre ses moyens d'extinction en autonomie dans un premier temps.</p> <p>L'exploitant indique que l'ensemble des fiches de consigne ont été transmises au SDIS. Il faudra penser à les transmettre de nouveau en cas de MAJ. Le SDIS a accès au bâtiment administratif avec la salle POI et les documents.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°3 : il pourrait être intéressant que l'exploitant s'assure que la note de service permettant un accès rapide du SDIS au dépôt soit toujours connue par le personnel susceptible de la mettre en œuvre et cela a minima s'il envisage une période sans présence de personnel sur le dépôt</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Justification des débits et quantités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Justification des débits et quantités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'annexe 8 au POI ainsi que l'étude de dangers permettent d'identifier les surfaces en jeu, les débits et quantités en eau et émulseur des moyens prévus par l'exploitant.</p> <p>Concernant la substitution des émulseurs contenant des PFAS et l'échéance du 31/12/2025, le site est déjà sensibilisé sur le sujet. Un bureau d'étude est en cours de travail pour identifier ce qu'il convient de faire pour l'émulseur présent sur le site et les échéances associées. L'exploitant prévoit de mener les opérations en 2025 afin de substituer l'émulseur actuel (Aquafilm AF-6 de Auxquima) contenant des PFAS par un autre émulseur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°3 : l'exploitant doit revoir sa stratégie de défense contre l'incendie en présentant les débits réglementaires, les débits réels et, sur la base des débits réels,</p>

les quantités théoriques nécessaires en eau et émulseur - **sous 3 mois**. Dans la mesure où les calculs montrent que l'exploitant dispose a priori des quantités requises et qu'il ne s'agit que de clarifier les documents, il n'est pas proposé de mise en demeure sur ce point

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7

Thème(s) : Risques accidentels, réservoir ou cuvette en feu

Prescription contrôlée :

Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :

- refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;
- refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;
- protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/ m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a prévu le refroidissement pour les deux scénarios de référence, conformément à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réserves d'eau et d'émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1

Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau et d'émulseur

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

<p>L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.</p> <p>Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ; - ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de l'ensemble des quantités en eau et en émulseur en propre. La pomperie incendie est en dehors des flux de 5 kW/m². Il apparaît dans le dernier contrôle de l'émulseur (15/05/2024) que ce dernier est satisfaisant lors de l'essai feu. Cependant, il est relevé que son pH montre des conditions de stockages non optimales (probables écarts de températures).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°4 : il est demandé à l'exploitant d'identifier des moyens afin de permettre une meilleure conservation de l'émulseur vis-à-vis des conditions de température. Dans tous les cas, les tests réguliers sont requis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Réseau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, raccords</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.</p> <p>Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> <p>Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le débit maximal requis pour le feu de cuvette est de 180 m³/h. L'ensemble du réseau n'a pas à être maillé réglementairement. L'arrêté encadrant la non-autonomie du site impose ce réseau maillé pour les poteaux incendie et les queues de paon. Le plan du réseau montre bien que le réseau est maillé pour les queues de paon et les poteaux incendie. Pour le réseau de solution moussante vers les couronnes des réservoirs ou les boîtes à mousse, le réseau n'est pas maillé. Lors de la visite terrain, des raccords pompier ont été vus sur la réserve d'eau (2 raccords) le réseau d'émulseur (2 raccords), le réseau de solution moussante et les poteaux incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Bassin de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Position</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de confinement des eaux d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> -sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m2 identifiées dans l'étude de dangers, ou ; -sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.
<p>Constats :</p> <p>Sans objet sur le site (autorisé avant 2011)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Entretien et contrôles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été très long et fastidieux de récupérer les éléments concernant les tests d'équipements. D'ailleurs, l'ensemble n'a pu être présenté par l'exploitant.</p> <p>Les débits des boîtes à mousse ne sont pas testés du fait de la présence de produit dans le réservoir. L'exploitant pourra profiter de la prochaine inspection interne des bacs pour tester les boîtes à mousse. Les éléments techniques du fournisseur n'ont pas pu être présentés pour justifier les débits de ces équipements. De même les éléments techniques pour justifier des débits des</p>

<p>couronnes d'arrosage n'ont pu être présentés le jour de l'inspection et l'atteinte du débit n'est jamais vérifié.</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport du 18/12/2023 par la société DESAUTEL qui indique avoir vérifié la concentration de l'extinction et qui précise que l'essai est concluant avec un taux de 6 %. L'exploitant prévoit cette vérification tous les ans. Le rapport 2024 n'a pu être présenté. Le rapport Desautel du 28/11/2024 dans le cadre de la vérification des PI. Le détail des débits par poteau n'était pas présent et n'a pu être présenté.</p> <p>Concernant les pompes incendie, la société ATEP est intervenue le 17/09/2024. Les groupes P51, 52 et 53 + P100 (émulseurs) ont été vérifiés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°4 : l'exploitant doit améliorer la gestion des rapports de contrôle afin de pouvoir fournir les éléments plus rapidement à l'inspection. <u>Ce point sera vérifié lors d'une prochaine inspection.</u></p> <p>Demande de justificatifs n°1 : l'exploitant fournira les éléments permettant de justifier les débits des boîtes à mousse et des couronnes d'arrosage sous 1 mois. (document technique fournisseur voire tests lors de la mise en place des équipements sur le site.</p> <p>Demande de justificatifs n°2 : l'exploitant fournira le dernier rapport de contrôle pour les poteaux incendie 2024 comprenant le relevé des débits par poteau, le rapport de contrôle du taux d'émulseur dans la solution moussante de 2024 ainsi que les éléments concernant les suites des contrôles des pompes sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>